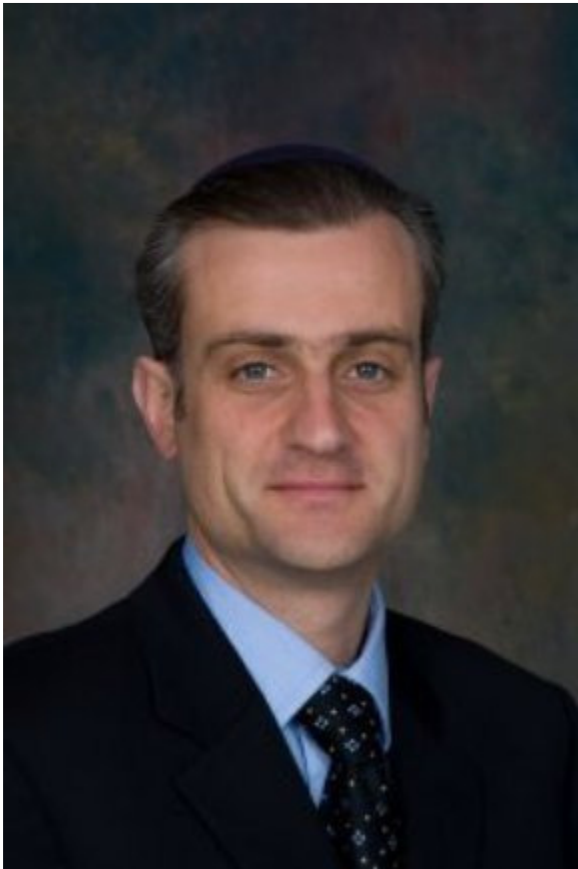


Discours

L'idéologie politique de la délégitimation d'Israël, par Emmanuel Navon

02/12/10 -- : Crif



Journée nationale du CRIF à Toulouse, 28 novembre 2010

Le fait que nous parlions de la délégitimation d'Israël constitue en soi une anomalie. Y-a-t-il un autre pays au monde dont la légitimité est remise en cause ? Et y-a-t-il un autre pays au monde dont la légitimité est évoquée dans les relations diplomatiques ? En février 2004, par exemple, le porte-parole de l'Élysée publia un communiqué confirmant l'attachement de la France à la légitimité de l'État d'Israël (lors de la visite officielle du Président israélien en France).

L'Élysée a-t-il jamais publié un communiqué confirmant l'attachement de la France à la légitimité de la Norvège, de la Tunisie, ou du Pakistan ? Non. Donc il y a bien là une anomalie, un cas à part. Le communiqué de l'Élysée que j'ai cité partait d'une bonne intention. Mais, en réalité, ce communiqué prouve que la légitimité d'Israël ne va pas de soi.

Il y a certes dans le monde de nombreux peuples dont le droit à disposer d'eux-mêmes est contesté. Par exemple, la Chine conteste le droit du Tibet et de Taïwan à devenir indépendants, de même que le Maroc s'oppose à l'indépendance du Sahara occidental ; que la Turquie, l'Iran et l'Iraq s'opposent à l'indépendance du Kurdistan ; que la Géorgie s'oppose à l'indépendance de l'Ossétie du Sud ; que le Sri Lanka s'oppose à l'indépendance des Tamouls ; que l'Espagne s'oppose à l'indépendance du Pays Basque et de la Catalogne. La liste est plus longue, mais vous remarquerez qu'il y a deux points communs entre les cas que j'ai cités.

Premier point commun : il ne s'agit pas là de pays souverains et internationalement reconnus, mais de peuples qui aspirent à une indépendance qui leur est refusée. Deuxième point commun : ces

peuples ne sont pas dépourvus de leur droit à disposer d'eux-mêmes pour des raisons idéologiques, mais pour des raisons de pouvoir.

Le seul cas sensiblement à part est le Kosovo, puisqu'il s'agit d'un État indépendant dont la légitimité est contestée par des pays comme la Russie et la Serbie. Mais la Serbie s'oppose à l'indépendance du Kosovo pour des raisons de pouvoir. Et la légitimité du Kosovo n'intéresse que les Serbes et les Russes. Le reste du monde s'en moque éperdument. Imaginez-vous une conférence du CRIF à Toulouse intitulée : « L'idéologie politique de la délégitimation du Kosovo ? » Croyez-moi qu'avec un tel titre, vous auriez fait salle vide.

Israël, en revanche, est un État souverain, et sa légitimité est remise en cause pour des raisons idéologiques.

C'est pour des raisons idéologiques que Mahmoud Ahmadinejad dit qu'Israël doit disparaître (le douzième Imam ne reviendra que lorsqu'Israël aura été vaincu).

C'est pour des raisons idéologiques que les Islamistes disent qu'Israël est une abomination (seule une souveraineté musulmane peut être tolérée en Terre d'Islam).

C'est pour des raisons idéologiques que l'extrême gauche européenne s'oppose à l'existence d'Israël même dans sa configuration d'avant 1967 (le sionisme est un avatar du colonialisme européen).

C'est pour des raisons idéologiques que certains ultra-orthodoxes juifs s'opposent à l'existence de l'État d'Israël (le sionisme constitue une révolte contre la volonté divine).

Et c'est pour des raisons idéologiques que les post-sionistes en Israël remettent en cause la nécessité et la légitimité de l'État juif (les Juifs ne constituent pas une nation et donc ils ne méritent pas leur auto-détermination dans le cadre d'un État-nation).

Parmi ceux qui remettent en cause la légitimité d'Israël, beaucoup affirment que leur opposition au sionisme n'est pas

idéologique, mais découle uniquement des actions d'Israël. Ils citent l'occupation, le statut privilégié dont jouissent les Juifs, les guerres engendrées par l'existence d'Israël, et le côté artificiel et inauthentique du nationalisme juif. Mais, clairement, toutes ses accusations, qu'elles soient fondées ou non, s'appliquent à beaucoup d'autres pays dont la légitimité n'est pourtant pas remise en cause par les accusateurs d'Israël.

L'occupation du Chypre par la Turquie ne vaut pas à ce pays la remise en cause de son droit à exister. Le statut privilégié dont jouissent les ethnies dominantes dans tous les États-nation du monde (dont les États-nation européens) ne transforme pas ces pays en la cible d'attaques idéologiques. Personne ne propose de démanteler le Rwanda à cause de la deuxième guerre du Congo. La Jordanie est un pays artificiel créé par le colonialisme britannique, mais la légitimité du Royaume hachémite n'est pas remise en cause.

Donc, oui, la délégitimation d'Israël est un phénomène à part. Comment s'explique-t-il ?

J'affirme que la cause ultime de la délégitimation d'Israël découle du fait que le sionisme dérange. Et il dérange des personnes qui ont de telles différences idéologiques entre elles, que la seule chose qui les unit est leur opposition au sionisme.

Songez-y. Lorsque Théodore Herzl publia *Der Judenstaat* en 1896, il suscita des oppositions de tous bords. Pour les Juifs européens bien intégrés dans les démocraties occidentales, le sionisme était non seulement inutile, mais constituait également une régression historique. Pourquoi rétablir un État juif après l'émancipation ? Pour Herzl, les Juifs émancipés de France, d'Angleterre et d'Allemagne se fourvoyaient. L'Affaire Dreyfus le convainquit que l'émancipation était un leurre et que, même assimilés et déjudaïsés, les Juifs ne seraient jamais acceptés comme citoyens à part entière.

Ce désaccord entre Herzl et les Juifs occidentaux portait sur la question de l'émancipation : fallait-il oui ou non croire que l'émancipation allait tenir ses promesses ? Mais il y avait aussi un débat, plus théorique et plus philosophique, sur la question de savoir si le nationalisme juif n'était pas incompatible avec le judaïsme. Telle était la ligne de pensée des philosophes Juifs allemands comme Herman Cohen, Franz Rosenzweig et Martin Buber. Pour eux, les Juifs ont une mission civilisatrice incompatible avec le pouvoir politique. On ne peut pas prêcher l'éthique et servir d'exemple moral à l'humanité tout en pratiquant le machiavélisme et en maniant les armes.

On aurait pu penser que la Shoah avait clôt ces deux débats. Les doutes de Herzl sur l'émancipation furent tragiquement confirmés par le génocide des Juifs perpétué en Europe. Quant à Herman Cohen, le prophète de la symbiose intellectuelle et culturelle entre l'Allemagne et les Juifs, sa femme périt à Auschwitz.

Je dis bien « on aurait pu penser » parce que les Juifs antisionistes n'ont jamais désarmé en dépit de ce que la Shoah a prouvé au-delà de tout doute. Certes, la Shoah rallia la plupart des Juifs et une partie du monde à la cause sioniste. Mais la nécessité et la légitimité d'un État juif continuèrent d'être contestées par les Juifs eux-mêmes.

Je ne parle pas de l'opposition théologique de certains groupes Juifs ultra-orthodoxes comme les Nétoarei-Karta. Je parle de l'opposition idéologique des Juifs idéalistes. Martin Buber a attendu cinq ans avant de quitter l'Allemagne nazie. Il ne voulait pas croire que l'Allemagne était en train de sombrer dans la barbarie, mais d'un autre côté il fallait bien sauver sa peau. Il s'installa à Jérusalem, où il devint professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, mais il ne vint pas par sionisme. Il était opposé à l'établissement d'un État juif et plaidait pour un État binational entre Juifs et Arabes.

Pourquoi ? Parce que, comme Herman Cohen et le reste des idéalistes juifs kantien, Buber pensait que les Juifs doivent constituer un exemple de moralité et que le pouvoir étatique est incompatible avec cette moralité. Évidemment, Buber n'était pas sans ignorer les conséquences tragiques du manque de pouvoir étatique pour les Juifs, puisqu'il a été témoin de la Shoah. Mais sa réponse, qui est également celle des Juifs post-sionistes ou antisionistes contemporains, est que la Shoah fut un événement unique qui ne peut pas se reproduire et qui par conséquent ne justifie pas l'établissement d'un État juif.

Buber s'opposait au leadership sioniste, celui de Herzl puis de Ben-Gourion. Herzl et Ben-Gourion pensaient que le pouvoir était une nécessité et qu'il n'était pas nécessairement corrompteur. Au contraire : c'est justement dans le cadre de son pays souverain que le peuple juif pourra faire renaître sa civilisation et sa culture, et contribuer pleinement à l'humanité. Mais la justification du sionisme était partiellement négative : il fallait un État juif pour mettre fin à l'antisémitisme ; il fallait un État juif pour que les Juifs puissent vivre en sécurité dans un monde cruel ; il fallait un État juif pour que les Juifs cessent d'être un peuple anormal et aient un pays comme tout le monde.

Or c'est justement cette justification négative du sionisme qui contribue partiellement à la délégitimation de l'État d'Israël. L'État d'Israël a-t-il mit fin à l'antisémitisme ? Non, il n'a fait qu'en devenir l'alibi politiquement correct. L'État d'Israël a-t-il mit fin à la précarité du peuple juif ? Non plus : un Juif américain vit plus en sécurité qu'un Juif israélien victime de terrorisme, de tirs de roquettes et menacé par un Iran nucléaire. Et les Juifs ne sont pas devenus plus normaux depuis qu'ils ont leur État : Israël est l'obsession du monde, et c'est un pays qui n'a toujours pas de frontières reconnues et dont la légitimité même est de plus en plus remise en cause.

Et parce que le sionisme n'a pas réussi à mettre fin à l'antisémitisme, à la vulnérabilité des Juifs et à leur statut à part

parmi les nations, que les idées de Buber refont surface aujourd'hui. Finalement, le jeu en valait-il la chandelle ? Quel est l'intérêt de vivre en état de guerre permanent et d'être empêtré dans un conflit insoluble si de toute façon on vit mieux et en sécurité à Los Angeles ou à Paris ? Et n'est-il pas dommage d'avoir remplacé le Juif intellectuel, polyglotte et cultivé par l'Israélien rustre, guerrier et provincial ?

Certes, Buber et ses acolytes étaient considérés comme des universitaires rêveurs dans la Palestine britannique des années 1930. C'est avec son ami Yehuda Magnes, qui était à l'époque Président de l'Université hébraïque, que Buber fonda le mouvement Brit Shalom qui militait pour un État binational. À l'époque, la plupart des Juifs s'étaient ralliés au sionisme à cause de la Shoah. Buber et Magnes étaient minoritaires. Mais ils eurent une grande influence sur la fabrique intellectuelle de l'Université hébraïque de Jérusalem. Et de plus en plus de voix en Israël aujourd'hui se font entendre pour dire que, finalement, c'est peut-être eux qui avaient raison.

Par exemple, Avraham Burg, ancien Président de la Knesset et de l'Agence juive, en appelle à mettre fin à la définition d'Israël comme État juif et à annuler la Loi du Retour.

Comment expliquer qu'Avraham Burg soit devenu post, ou antisioniste ? Sans entrer dans la polémique sur le personnage, je pense que sa mutation est due au fait qu'il n'est pas prêt à rester sioniste si le pouvoir acquis par les Juifs s'avère incompatible avec le niveau de moralité qu'il exige du peuple juif. Tant qu'il y avait des perspectives de paix et de normalisation, les sionistes platoniques étaient prêts à accepter ce mal nécessaire d'un État-nation juif. Mais puisque le conflit semble insoluble, puisque la violence perdure, et puisqu'Israël est condamné à utiliser la force et à faire des victimes pour survivre, alors les idéalistes retirent leur soutien au sionisme et en appellent à rétablir la pureté morale juive en s'émancipant du pouvoir étatique.

On retrouve cet antisionisme chez de nombreux intellectuels juifs contemporains, tels que Noam Chomsky, Norman Finkelstein, Georges Steiner, ou Mike Marqusee. Que disent-ils, en somme ? Que le sionisme a dégradé la morale juive et est devenu un facteur de violence et de haine.

Donc l'idéologie politique de la délégitimation d'Israël est avant tout une idéologie juive. C'est une idéologie qui considère que la moralité et le pouvoir sont potentiellement incompatibles et que, quand cette incompatibilité devient patente et insoluble, il faut préférer la moralité au pouvoir.

Personnellement, je préfère être moral à 80% et vivant, que moral à 100% et mort. C'est entre autres pour cela que je suis sioniste. Et je ne vois pas pourquoi les Juifs doivent être le seule peuple au monde à être exempts du dilemme entre pouvoir et valeurs.

Ce dilemme existe pour tous les peuples qui prônent certaines valeurs. Les États-Unis ont été fondés sur des idéaux de liberté et de valeurs judéo-chrétiennes, mais quand la liberté du monde était menacée, l'Amérique a rasé Dresde et fait exploser deux bombes atomiques sur le Japon. Cela signifie-t-il que les États-Unis aient perdu leur légitimité ? Non, cela signifie que les États-Unis ont fait face et continuent de faire face aux dilemmes d'une démocratie en guerre. Exiger que seuls les Juifs soient déchus de leur droit à l'autodétermination lorsqu'ils sont confrontés à de tels dilemmes consiste à appliquer une politique de deux poids-deux mesures à Israël et au reste des pays démocratiques.

Un deuxième élément de l'idéologie politique de la délégitimation d'Israël consiste à nier l'existence du peuple juif. On ne peut pas remettre en cause la légitimité de l'État-nation juif sans remettre en cause la légitimité de l'État-nation en général. Donc ceux qui veulent délégitimer Israël parce qu'Israël est un État-nation se trouvent piégés s'ils ne veulent pas que la légitimité de leur propre État-nation soit elle-même remise en cause. D'où la tentative d'affirmer que les Juifs ne constituent pas une nation et donc qu'ils n'ont pas droit à un État-nation.

Bien entendu, la définition d'une nation n'est pas une science exacte. C'est même un sujet polémique et idéologique. Je me souviens d'un article publié il y a plusieurs années de cela par l'ancien député Azmi Bishara dans la revue israélienne *Théorie et Critique*. Dans cet article, Bishara (un Arabe israélien de formation universitaire) construit tout un argumentaire sur la base d'auteurs qui nient l'authenticité du nationalisme, pour dire que l'identité nationale et une chimère et que la nation est toujours une invention sans bases historiques et ethniques réelles.

Et donc, bien entendu, si le nationalisme n'est qu'une idéologie artificielle, cela est vrai également du sionisme, le nationalisme juif. Or Bishara se garde bien d'appliquer ce raisonnement au nationalisme arabe en général et au nationalisme palestinien en particulier. Au contraire : il se déclare lui-même comme un nationaliste arabe. Donc les théories marxistes et postmodernes qui remettent en cause l'authenticité et la légitimité de l'identité nationale et du nationalisme ne valent que pour délégitimer le nationalisme juif, mais pas pour délégitimer le nationalisme arabe.

De la même manière que l'historien israélien Shlomo Sand affirme qu'il n'y a pas de peuple juif, mais il se garde bien d'affirmer qu'il n'y a pas de peuple palestinien.

Clairement, les gens « décident » à qui discerner le pedigree de peuple en fonction de qui les arrange idéologiquement et politiquement.

Si les Juifs ont une culture, une histoire, une langue, une terre et une religion communes, ils constituent bien un peuple. Quoi que disent les théories politiques et anthropologiques sur ce qui constitue un peuple (et ces théories sont

nombreuses), lorsqu'un groupe d'individus se considère comme peuple, nier un tel sentiment d'appartenance collective relève de l'arrogance et souvent de l'hypocrisie –comme dans le cas d'Azmi Bishara par exemple.

Mais parce que les Juifs constituent à la fois un peuple et une religion, cela sert d'argument à certains pour tenter de délégitimer l'État juif. Un État, nous dit-on, ne peut pas être à la fois juif et démocratique. Il doit cesser d'être un État juif pour devenir un État de tous ces citoyens.

Ironiquement, cette affirmation est l'une des formules favorites des députés arabes à la Knesset. Le fait que l'État juif soit le seul pays du Proche-Orient dans lequel les citoyens arabes jouissent de droits civiques et d'une entière liberté d'expression, ne leur empêche pas d'avoir le culot d'accuser Israël de discrimination à leur égard.

Par ailleurs, ils veulent qu'Israël devienne ce qu'ils appellent un État de tous ses citoyens, mais l'État palestinien qu'ils disent vouloir établir n'est pas appelé, lui, à être un État de tous ses citoyens. Ce sera un État-nation arabe avec l'Islam comme religion officielle. Cet État ne tolérera pas de minorité juive et continuera de maltraiter sa minorité chrétienne. Bien que théoriquement un État puisse être à la fois arabe et démocratique, une telle entité politique n'a jamais existé dans les faits.

Comme tous les autres États-nations démocratiques, Israël octroie un statut culturel privilégié à la nation dominante, et honore les droits civiques des minorités. La France est à la fois l'État nation du peuple français et une démocratie dans laquelle tous les citoyens jouissent des mêmes droits civiques et sont égaux devant la loi. Il en va de même de pays comme la Suède, le Japon ou Israël. La langue nationale de la Suède est le Suédois, l'hymne national suédois chante la gloire de la Suède, et les enfants suédois apprennent l'histoire de la Suède à l'école. L'enfant d'un immigrant turc ne se reconnaît pas dans cette culture qui n'est pas la sienne, mais il jouit des mêmes droits que ses concitoyens.

Il en va de même en Israël. La langue nationale est l'Hébreu, l'hymne national chante le retour à Sion et la liberté du peuple juif, et les enfants apprennent l'histoire juive à l'école. Les citoyens arabes d'Israël ne se reconnaissent pas dans cette culture dominante, mais ils jouissent des mêmes droits civiques que la majorité juive.

Ceux qui exigent qu'Israël abandonne son identité nationale pour que la minorité arabe ne se sente pas brimée culturellement doivent exiger la même chose de tous les États-nations démocratiques. Que la France, par exemple, reconnaisse l'Arabe comme langue officielle, que la Marseillaise soit remplacée par un hymne qui s'excuse du passé colonial de la France, et que le drapeau français ajoute une bande de couleur verte pour que les Musulmans de France se reconnaissent dans ce drapeau.

Pourquoi seule Israël devrait-elle abandonner ses symboles nationaux pour accommoder les sensibilités de ses minorités ? Ceux qui n'exigent une telle renonciation uniquement d'Israël et d'aucun autre État-nation démocratique prouvent bien qu'ils n'ont rien contre l'État nation en tant que tel. Ils ont uniquement un problème avec l'État-nation juif.

Confrontés à un cas aussi flagrant d'hypocrisie et de double standard, les détracteurs d'Israël ont un contre-argument. Les Juifs ne sont pas une nation mais une religion et donc leur État n'est pas un État nation. Mais, comme je viens de le montrer, cet argument ne tient pas la route parce que les Juifs constituent bien une nation et que nier l'existence d'une nation découle toujours de motivations idéologiques et politiques. À cela, les antisionistes répliquent que, même en admettant qu'il y ait une nation juive, cette nation est intrinsèquement liée à la religion juive, ce qui invalide de facto l'État-nation juif.

Il est vrai que les Juifs constituent un cas assez exceptionnel, puisque leur identité nationale est liée à leur religion. Mais pourquoi cela devrait-il invalider leur droit à disposer d'eux-mêmes ?

La religion Shinto est propre au Japon. Le catholicisme fait partie intégrante de l'identité nationale dans des pays tels que l'Italie, la Pologne et l'Irlande. La Reine d'Angleterre est à la fois Chef de l'État et Chef de l'Église anglicane. Le Pakistan, l'Iran, l'Afghanistan et la Mauritanie sont des Républiques islamiques. L'Islam est la religion officielle des pays arabes. Le Bouddhisme a un statut quasi-officiel en Thaïlande. Dans tous les cas cités, la religion occupe un rôle central dans l'identité nationale. Cela porte-il atteinte à la légitimité de ces pays ?

Chaque peuple a le droit de définir son identité comme il l'entend. L'identité nationale américaine est fondée sur les valeurs de la Constitution, sur l'idéal de liberté, et sur le double héritage judéo-chrétien et gréco-romain. L'identité nationale française est essentiellement culturelle. L'identité nationale japonaise est purement ethnique. On devient américain en adoptant les valeurs de l'Amérique et on devient Français en intégrant la culture française, mais on ne devient pas Japonais.

Et, en vérité, la définition juive de l'identité nationale est plus proche de la définition américaine ou française que de la définition japonaise. Il n'y a pas d'ethnie juive. Qu'il soit blond aux yeux bleus, Éthiopien ou Indien, un Juif est un Juif. C'est par la conversion religieuse qu'on devient juif. Mais on n'a pas besoins d'être religieux pour être juif. C'est bien par l'adhésion à une culture, à des valeurs et à une histoire commune que se définit l'identité nationale juive.

Donc l'idéologie politique de la délégitimation d'Israël a une double origine. La première consiste à exiger des Juifs un niveau de morale supérieur à celui des autres peuples et à nier le droit des Juifs à l'autodétermination lorsque qu'ils ne

parviennent pas à concilier cette morale supérieure à la réalité du pouvoir politique. La deuxième origine consiste à nier l'authenticité de la nation juive et à disqualifier le droit des Juifs à l'auto-détermination sur la base du fait que l'identité juive est partiellement liée à la religion.

Comme je l'ai montré, ces deux idées sont discriminatoires, puisqu'on exige des Juifs ce que l'on exige d'aucun autre peuple, et que l'on nie au Juifs ce que l'on nie à aucun autre peuple.

L'ironie, bien sûr, est que les penseurs les plus authentiques et les avocats les plus convaincus des idées antisionistes sont des Juifs. L'antisionisme des non-Juifs est en réalité plus banal et moins intéressant. Les musulmans ne supportent pas que les anciens dhimmis puissent être souverain en terre d'Islam. Les athées ne souffrent pas que le peuple de la Bible refuse de témoigner de la mort de Dieu. Les chrétiens (à l'exception des évangélistes) ont du mal à digérer la renaissance du peuple banni. Les marxistes ne pardonnent pas aux sionistes socialistes d'avoir abandonné le socialisme mais d'être restés sionistes.

Nous connaissons ces idées, et ce ne sont pas elles qui menacent Israël. La vraie menace vient de l'intérieur. Elle vient de Juifs qui, sous prétexte de moralité et d'universalisme, mettent leur peuple en danger.

Pour répondre à ce danger, il faut redéfinir le sionisme en termes positifs et pas en termes négatifs. Le but du sionisme n'est pas seulement d'offrir un refuge aux Juifs menacés. Il est de faire renaître et de faire fleurir une civilisation trois fois millénaire et de faire contribuer cette civilisation exceptionnelle au progrès de l'humanité.

Et il faut bien comprendre que cette civilisation ne pourra pas survivre et contribuer à l'humanité sans pouvoir étatique. C'est là que les post-sionistes se trompent. En exigeant trop des Juifs, ils jettent le bébé avec l'eau du bain. Certes, il est plus facile de s'adonner à la pensée, à la morale et à la culture lorsqu'on n'a pas à gérer un pouvoir temporel. Mais, comme l'a prouvé la Shoah, notre culture et notre vie sont à la merci des nations quand nous n'avons pas notre propre pouvoir étatique et militaire.

C'est un dilemme qui est vieux comme le judaïsme lui-même. La Bible se penche sur ce problème dès le Livre de la Genèse. Les frères jumeaux Jacob et Esaü représentent deux extrêmes. Jacob est l'intellectuel coupé du monde, une homme qui aime les livres et déteste le pouvoir. Esaü est un homme de pouvoir, mais un pouvoir qui est une fin en soi, un pouvoir sans contenu. Ni l'un ni l'autre ne peuvent faire perdurer l'héritage spirituel de leur grand-père Abraham et de leur père Isaac. Esaü parce qu'il est une brute, Jacob parce qu'il est une mauviette.

C'est pourquoi leur mère, Rebecca, pousse Jacob à s'affronter au monde réel. Elle lui apprend les subterfuges de la politique en trompant un Isaac aveugle pour obtenir la bénédiction d'Esaü. Elle l'envoie chez son frère Laban pour qu'il travaille et apprenne à se battre. Et c'est après vingt ans de travail acharné et d'exploitation par son oncle que Jacob finit par se révolter contre Laban et à revenir chez lui pour affronter Esaü. Et c'est avant cet affrontement qu'apparaît au milieu de la nuit un ange mystérieux qui lutte contre Jacob pour tester s'il est effectivement prêt à se battre physiquement dans le monde réel. Jacob passe le test et c'est à ce moment là qu'il reçoit son nouveau nom : Israël.

Quelle est la signification de cette histoire ? Que d'un côté le pouvoir corrompt quand il devient une fin en soi, mais que d'un autre côté le peuple juif ne peut pas apporter sa contribution à l'humanité sans un tel pouvoir, tout simplement parce que l'humanité est violente et sans merci. L'équilibre entre valeurs et pouvoir est un défi qui n'est pas simple mais qui est nécessaire. Se laisser tenter par l'un des deux extrêmes n'est pas une solution.

Ni la tentation des post-sionistes de la moralité sans pouvoir, ni la tentation des sionistes matérialistes du pouvoir coupé du judaïsme. Ne nombreux penseurs israéliens en appellent à se couper du judaïsme et à redéfinir l'identité juive en termes purement laïcs. Telle est l'idée de juristes éminents tels que Menachem Mautner ou Amnon Rubinstein, par exemple.

Dans son livre *Droit et Culture en Israël au seuil du 20e siècle*, Mautner explique que les sionistes ashkénazes et antireligieux ont perdu leur monopole politique en Israël depuis la fin des années 1970s, mais qu'ils continuent d'imposer leurs valeurs à la société israélienne par le biais de la Cour suprême, des universités et des médias. Sauf que, se lamente Mautner, la société israélienne, qui est majoritairement conservatrice, commence à montrer des signes de révolte contre ses élites déjudaïsées. Il faut donc trouver une réplique, explique Mautner. Puisque le peuple commence à se révolter contre l'activisme judiciaire de ses juges non-élus, il faut le convaincre patiemment de se couper de ses racines juives pour créer une nation purement hébraïque.

De même qu'Amnon Rubinstein, qui est lui aussi professeur de droit, en appelle dans un article qu'il a publié récemment, à redéfinir l'identité nationale israélienne en termes purement laïcs. Comme cela, nous serons enfin débarrassés de la complexité de la définition de l'identité nationale juive. Les Israéliens se définiront comme tel tout comme les Européens, à savoir sur la base de leur langue, de leur territoire et de leur histoire.

Je pense que Rubinstein commet une erreur. Un Israël coupé de son passé n'a pas d'avenir. Les jeunes Israéliens seront-ils prêts à sacrifier leur vie uniquement pour préserver la langue hébraïque et les sociétés high-tech de Herzliyah ? Non : ce sacrifice n'a de sens que si l'on porte sur ses épaules quatre mille ans d'histoire juive et si on va au front pour tout le peuple juif.

Et l'histoire a déjà prouvé que l'idée de Rubinstein est vouée à l'échec. De la même manière que l'assimilation des Juifs en Europe ne parvint pas à les affranchir de l'antisémitisme, la restauration de la souveraineté juive n'a pas mis fin au statut des Juifs comme nation à part. En dépit de leurs efforts pour se couper de leur héritage et de leur identité, les Juifs d'Europe continuèrent d'être considérés (et haïs) comme Juifs par leur entourage. Et bien que l'État d'Israël fut proclamé en 1948 comme État laïc, le Vatican et les pays musulmans refusèrent de le reconnaître pour des raisons religieuses.

Il semble que la rationalité juive ne soit pas en mesure de mettre fin à l'irrationalité du monde.

Même si Israël en venait à se déclarer officiellement comme État laïc et même si Israël se retirait aux lignes d'armistice de 1949, elle continuerait de faire l'objet de la fixation obsessionnelle de zélotes de tous bords –qu'ils fussent fondamentalistes musulmans ou Européens postmodernes.

C'est quelque chose que Rubinstein, pour brillant qu'il fût, ne semble pas comprendre. Ce qui me mène à ma conclusion.

Il est écrit dans le Deutéronome: "Et parmi ces nations, tu ne trouveras pas de repos pour la plante de ton pied." L'exégète biblique Yitzhak Arama en déduit dans son livre Akedat Yitzhak que ce verset nous enseigne que les Juifs ne parviendront jamais à s'assimiler parmi les nations, et que celles-ci ne laisseront jamais les Juifs oublier qui ils sont. Le Midrash (la compilation des commentaires homilétiques de la Bible hébraïque) affirme qu'il y a une relation entre ce verset et celui du Livre de la Genèse décrivant le retour de la colombe à l'Arche de Noé (« La colombe ne trouva pas de repos pour la plante de son pied, et donc revint vers l'Arche »).

Ce que le Midrash veut nous dire est qu'il est possible de transformer la malédiction de "Tu ne trouveras pas de repos pour la plante de ton pied" en bénédiction. Car si les Juifs avaient trouvé un reposoir pour la plante de leur pied en exil, ils ne seraient pas revenus vers l'Arche qu'est leur pays.

Les post-sionistes veulent mettre fin au retour physique. Les sionistes laïques veulent arrêter le retour identitaire.

La délégitimation d'Israël découle bien d'une idéologie politique, comme je l'ai expliqué. Et c'est parce que cette idéologie est à la fois irrationnelle et insatiable, quels que soient les faits et gestes d'Israël, qu'elle nous empêche, en tant que Juifs, de trouver du repos pour la plante de notre pied.

Le paradoxe, et peut-être la tragédie, est que si Israël en tant qu'État juif ne trouve pas de reposoir pour la plante de son pied, c'est moins du fait des nations que du fait des Juifs eux-mêmes.

Et donc c'est à nous de transformer la malédiction en bénédiction. Comment ? En comprenant qu'il faut aspirer à un équilibre délicat entre valeurs et pouvoir. Que sans pouvoir temporel, nous ne pouvons préserver et protéger ce pour quoi nous existons, mais que ce pouvoir temporel est voué à l'échec si nous oublions pourquoi nous en avons besoin.

Si la délégitimation d'Israël peut nous aider à comprendre cela, alors elle aura joué un rôle important. Mais encore faut-il que nous comprenions qui sont aujourd'hui les véritables adversaires de l'État juif, que nous sachions répondre à leurs arguments, et que nous ayons une vision à offrir aux jeunes générations.

Si nous relevons ce défi, nous pourrons enfin réaliser la prophétie de Herzl : « Le monde sera libéré par notre liberté, enrichi par notre richesse, grandi par notre grandeur. »

Photo : D.R.